



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

CONF/PRES/SPEECH(2016)08

**Discours d'Anna Rurka, Présidente de la Conférence des OING
lors de son échange de vues avec les Délégués des Ministres à leur 1272^e réunion**

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs les Délégués des Ministres

Je voudrais tout d'abord vous remercier de l'occasion de vous présenter en grandes lignes le bilan annuel de nos activités ainsi que d'annoncer quelques priorités pour l'année prochaine, en tenant compte du Plan d'Action adopté par la Conférence en juin 2015.

Un tableau des actions menées par la Conférence vous a été distribué par le Secrétariat. Elles ont été classées en fonction de trois grands domaines : les droits de l'Homme, la démocratie et l'état de droit, et plus spécifiquement la liberté d'association.

Nos actions visant à protéger et à soutenir les défenseurs des droits ont été enrichies cette année par :

- mon soutien et la rencontre à Moscou avec Valentina Cherevatenko, défenseuse des droits des femmes,
- la contribution d'Intigam Aliyev au débat que nous avons organisé au Conseil de l'Europe en juin 2016 sur la liberté d'association et la situation des ONG dont les activités sont considérées par les autorités comme politiques et sur les conséquences d'un statut ou d'un label de l'agent étranger au titre du financement étranger que les ONG ont perçu.

Par rapport à ce débat, je tiens à remercier les nombreuses représentations permanentes pour leur participation active, et plus particulièrement pour la collaboration avec l'Ambassadeur d'Azerbaïdjan. Grâce à votre collaboration Monsieur l'Ambassadeur, les autorités ont accordé à M. Intigam Aliyev une permission de quitter le territoire pendant 10 jours. Je regrette cependant qu'il ait dû faire face, après son retour, à l'exécution accélérée des sanctions à son égard et qu'il ne lui ait pas été possible de se rendre à Strasbourg en octobre pour la réunion du Conseil d'experts dont il est membre. Je reste confiante que nous allons poursuivre un dialogue au sujet du développement de l'environnement favorable aux actions des défenseurs des droits l'Homme dans votre pays.

L'Indivisibilité des droits de l'Homme que la Conférence des OING considère comme l'un des principes directeurs, nous amène à être pro actifs dans la promotion des droits sociaux en coopération avec la Division de la Charte Sociale. Cette année, les OING ont décidé de coordonner leurs actions et de s'engager davantage dans la ratification du protocole relatif aux procédures de réclamations collectives. Comme l'a souligné M. Michele Nicoletti dans son Rapport général sur la Conférence de Turin, le fait de privilégier les réclamations collectives qui amènent un dialogue soutenu et indépendant entre les OING et les autorités, rend le suivi de la mise en œuvre des droits sociaux beaucoup plus dynamique, plus démocratique, plus transparent et plus ouvert. L'engagement en faveur des groupes vulnérables : des personnes qui vivent en situation d'extrême pauvreté, des personnes handicapées, des personnes âgées, des réfugiés et demandeurs d'asile, continue à avoir une place importante dans l'agenda politique de la Conférence des OING. La journée internationale de lutte contre l'extrême pauvreté organisée chaque année par la Conférence des OING au Conseil de l'Europe ou dans un Etat membre est une occasion de rappeler les engagements communs que nous avons pris pour éradiquer la misère. Le progrès dans l'accès aux droits devrait être mesuré par

le prisme de celles et ceux pour qui cet accès est le plus difficile. Le défi démocratique directement lié à la cohésion sociale est de réduire l'écart qui sépare les élites politiques de la vie ordinaire des groupes vulnérables dans chaque Etat membres du Conseil de l'Europe.

Cette année, une grande partie de nos activités a été centrée sur la liberté d'association dans le contexte de rétrécissement de l'espace civil. J'ai déjà mentionné le débat organisé en juin auquel de nombreuses délégations ont participé et je tiens à remercier Mme Astrid Helle, l'Ambassadeur de Norvège, le Commissaire aux droits de l'Homme, ainsi que M. Cruchten, Membre du Parlement luxembourgeois, à l'époque rapporteur de la Recommandation de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux restrictions inappropriées des activités des ONG en Europe, pour leur contribution importante à la réussite de cet événement.

Les restrictions apportées en Turquie sur la liberté d'association et l'espace civile nous préoccupent beaucoup. Pour réfléchir ensemble sur ce qui peut être fait pour soutenir les ONG basées en Turquie, nous avons, en collaboration avec la Division de la société civile, invité des ONG turques à Strasbourg. Les réunions et consultations auront lieu demain et après-demain.

Je voudrais également saluer Mesdames, Messieurs les Délégués des Ministres, l'initiative de placer la Recommandation 2007(14) au centre de votre réponse à la Recommandation de l'Assemblée parlementaire sur les restrictions inappropriées des activités des ONG en Europe. Nous devons centrer nos efforts sur la mise en œuvre de cette Recommandation adoptée il y a 9 ans. Ce document ainsi que les lignes directrices conjointes de la Commission de Venise et de l'OSCE constituent les documents de base auxquels nous nous référons et que nous rendons visibles dans les visites effectuées dans les pays membres, visites centrées sur la participation des ONG au processus décisionnel. Cette année, nous avons pu nous rendre en Pologne, en Roumanie, en Allemagne et en Hongrie. Je remercie les délégations diplomatiques pour leur collaboration et l'aide apportée dans la préparation de ces visites. Vous avez pu prendre connaissance des courts communiqués après chaque visite. Les rapports sont en préparation et vous seront transmis au plus tard au début du mois de janvier avec une invitation au débat prévu lors de la réunion plénière de la Conférence qui aura lieu le 27 janvier 2017.

Les cinq visites déjà effectuées permettent d'observer des dispositions transversales qui doivent être améliorées en matière de consultations publiques et de participation des ONG au processus décisionnel. Tout d'abord, malgré un cadre légal existant permettant de telles consultations, on se rend compte que c'est souvent des régulations secondaires et des procédures administratives qui rendent la participation difficile. Pour beaucoup d'ONG les procédures sont arbitraires, le choix d'ONG consultées n'est pas objectif, la création d'un registre public dans lequel les ONG peuvent s'inscrire pour être invitées aux réunions est une pratique rare. L'effectivité des consultations à travers les pages web créées par les autorités publiques pour cela, est très faible. Le délai de publication des projets de loi ou autres documents soumis à la consultation est, soit trop court, soit pas du tout défini. Les ONG demandent à avoir un avis motivé pour savoir pourquoi la contribution a été rejetée ou acceptée, ce qui est aussi une pratique très rare. Les exemples positifs que nous avons pu identifier montrent que ces pratiques de collaboration sont ancrées dans un dialogue constant et continu entre les autorités publiques et les ONG. L'élément important de ces pratiques est la possibilité des ONG de contribuer à l'agenda politique des différents ministères, donc ne pas être seulement consultées sur les solutions qui viennent d'en haut et vis-à-vis desquelles les ONG sont souvent critiques, mais d'être consultées au stade précoce de tout processus législatif ou administratif.

Pour cette raison, il est très important que les lignes directrices relatives à la participation civile aux décisions politiques, actuellement en préparation par le groupe de rédaction conjoint entre les représentants des gouvernements et la Conférence des OING et qui vous seront présentées après l'adoption par le CDDG, soient adoptées et qu'elles puissent devenir des Recommandations. En sachant que nous sommes toujours confrontés à l'écart entre les textes adoptés et leurs mises en œuvre sur le terrain, je propose bien volontiers la participation de la Conférence des OING à une éventuelle expérimentation menée dans un ou deux Etats membres qui s'engageront à mettre en place ces lignes directrices à l'échelle locale ou nationale afin qu'on puisse apprécier les effets et les questions que leur application posent.

Nous sommes fiers du rôle que les OING jouent au Conseil de l'Europe dans le cadre de la participation au processus décisionnel à travers initialement, le statut consultatif et maintenant à travers le statut participatif. La Conférence des OING, en tant qu'institution politique et collective, contribue au rayonnement de ce mécanisme de participation. J'ai eu l'occasion de le mettre en avant lors de l'événement organisé par ECNL au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU qui a ouvert les consultations dans le domaine de la participation équitable aux affaires politiques et publiques.

Pour finir, je voudrais annoncer quelques événements et thèmes de travaux futurs. Tout d'abord le 7 décembre, nous allons nous rendre dans la région de Bruxelles Capitale pour échanger, avec les autorités locales, les ONG et les représentations de différentes communautés religieuses et culturelles de Molenbeek Saint-Jean, Schaerbeek et Forest, sur les actions, de leur point de vue utiles permettant de contribuer à la lutte contre l'extrémisme violent. Je pense aussi que la parole des acteurs touchés par les attentats terroristes est un bon antidote contre toutes tentatives de restaurer la peine de mort. Dans la plupart des cas, ce ne sont pas les familles de victimes du terrorisme qui souhaitent la peine de mort.

Nous allons donc également engager des actions pour contribuer à la prévention de tout recours à la torture et à la peine de mort. Le retour de la peine de mort, même dans un seul pays membre du Conseil de l'Europe, serait une régression incalculable qui nécessiterait, de votre part, Mesdames et Messieurs les Délégués des Ministres, des mesures fortes afin d'empêcher l'effet domino et que les engagements fondamentaux pris par les Etats membres, mais aussi par les OING, ne soient pas compromis.

Je vous remercie de votre attention et je suis à l'écoute de vos questions